



Grève du 19 mars

Mobilisation importante dans le Puy-de-Dôme

Mobilisation très suivie ce mardi 19 mars pour défendre le service public et construire un autre projet éducatif, loin de "l'école de la confiance" du ministre Blanquer. Sur le plan national, près d'un enseignant sur deux a cessé le travail pour défendre une autre politique éducative. Dans le Puy-de-Dôme, l'estimation croisée des organisations syndicales avoisine les 60 à 65% de grévistes. Plus de 30% des écoles étaient fermées. Le Puy-de-Dôme, grâce à un large appel à la mobilisation peut donc se féliciter de ces résultats et du signal envoyé à Blanquer.

La manifestation organisée à l'initiative de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, à laquelle s'est ralliée l'UNSA, a réuni plus de 2 500 personnes. Au cœur des revendications, la défense du pouvoir d'achat, l'opposition aux projets de démantèlement de la Fonction publique et la condamnation sans appel des réformes dans l'Education nationale, de la maternelle au lycée, loi Blanquer comprise.



La FSU 63 est pleinement engagée aux côtés de ses syndicats de l'Education pour le retrait de la Loi Blanquer. Elle propose une manifestation nationale des personnels de l'Education le samedi 30 Mars (informations à venir) et soutient toutes les actions menées par les collègues.

Le projet de créer des EPSF présents dans la loi sur « l'école de la confiance », constitue une régression sans précédent. C'est bien d'un retour au dualisme scolaire antérieur à la réforme Haby (1975) qu'il s'agit. La FSU 63 s'inscrit pleinement dans le combat contre la création des EPSF. Les mesures Blanquer prévoient la disparition des écoles en tant qu'établissements, celle des directrices et directeurs d'école, de la spécificité maternelle au profit de « jardins d'enfants », une augmentation massive des contributions au privé par la scolarisation obligatoire dès 3 ans, le recrutement d'étudiants pour des missions de remplacement. C'est bien une mise à mal inacceptable de l'école publique et de ses missions.

D'autre part, le projet de loi sur la Fonction publique qui sera discuté sous peu au Parlement, prévoit le remplacement des fonctionnaires titulaires par des agents sous contrat, sur le même modèle que ce qui a été effectué à la Poste il y a quelques années. Ce projet, comme on le craignait, vide les CAP de leur substance (mutations, promotions...) pour laisser place à une gestion managériale des personnels. Il fusionne les CT et les CHSCT, et laisse seuls les agents et collègues face à l'administration. Il prépare les 120 000 suppressions de postes sous prétexte de réaliser des économies.

Après la mobilisation du 19 Mars, dans le cadre de la journée d'action Public-Privé, la FSU 63 appelle au rassemblement du mercredi 27 mars à 16h.00 devant la préfecture au moment du passage de la loi de destruction de la Fonction publique devant le conseil des ministres. La presse y est invitée et une audience est demandée à la préfète.

Afin de poursuivre ce mouvement, l'assemblée générale des grévistes à laquelle participaient des représentants de la CGT Educ'action, de FO, du SE-UNSA, du SNUipp et de SUD Education a décidé la poursuite du mouvement les jeudi 28 et vendredi 29 mars afin de faire la jonction avec la manifestation du 30 mars.

Les semaines qui viennent vont être déterminantes pour la sauvegarde de la Fonction publique à la française. C'est pourquoi la FSU63 invite ses militants et sympathisants à s'inscrire dans le maximum d'actions et de luttes au plus près des agents et collègues, au plus près du terrain et dans l'intérêt de tous.



Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et des professeurs de collège
Section du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND
Tél 04.73.31.43.72 & 09.63.28.56.75 et snu63@snuipp.fr

